

Tensions en Méditerranée orientale entre la Turquie et la Grèce : quelles sont les forces en présence ?

Alors que le Président Erdogan est de plus en plus agressif et provocateur, la Turquie vient de lancer de nouvelles manœuvres militaires en Méditerranée orientale sur fond de tensions grandissantes avec la Grèce, soutenue par la France. Un conflit ouvert entre trois Etats membres de l'OTAN est-il raisonnablement envisageable ? Quelles en seraient les conséquences et quelles sont les forces en présence ? Entretien avec le contre-amiral (2S) Jean-François Coustillière, Président d'Euromed-IHEDN et auteur de *Périls imminents en Méditerranée* (Editions L'Aube, 2019)

Propos recueillis par Roland Lombardi

Roland Lombardi : Un conflit entre la Turquie et la Grèce soutenue par la France, tous trois membres de l'OTAN est-il vraiment possible ?

Jean-François Coustillière :

Le fait d'appartenir à l'OTAN n'exclue pas le risque de conflits entre membres. Des exemples le montrent : la guerre de la morue en 1952 et 1970 entre Royaume-Uni et Islande, la guerre de la coquille depuis 15 ans entre Royaume-Uni et France, la guerre de l'anchois en 1994 entre Espagne et France etc.. à chaque fois des moyens militaires ont été mobilisés de part ou d'autre.

RL : Sur le plan strictement militaire, Erdogan a-t-il réellement les moyens de ses ambitions ? Quelles sont la qualité et les capacités de son armée et notamment de sa marine de guerre ?

JFC :

Les ambitions d'Erdogan sont dispersées. Au-delà de ses objectifs de politique intérieure et de la provocation que cela nourrit, ses buts en Méditerranée sont clairement économiques en extorquant un tracé plus favorable des zones maritimes turques afin d'accroître les opportunités de forages gaziers et en créant les conditions d'un droit de regard sur le gazoduc Eastmed en projet à travers le plateau continental revendiqué par la Turquie.

La flotte turque constitue une puissance navale importante et en pleine modernisation. Pour autant, ces moyens ne surpassent pas ceux des marines occidentales. Elles peuvent cependant être engagées ponctuellement avec l'espoir de bénéficier d'une position de force dans d'éventuelles négociations.

RL : La Marine grecque peut-elle faire face seule aux forces turques ?

JFC :

La marine grecque est moins forte que la turque et certaines unités sont assez âgées. Cette marine est donc vulnérable face à sa voisine turque.

RL : Quelle est la position de la France, première puissance militaire de l'Union européenne ? On se souvient tous de l'incident entre le *Courbet* et une frégate turque. Dans le pire des scénarios, quel est le rapport de force entre sa Marine nationale et la marine turque ?

JFC :

Les intérêts économiques grecs et ceux de l'UE étant menacés, la France manifeste sa solidarité avec la Grèce par une attitude de fermeté qu'on souhaiterait voir adoptée par plus de membres de l'UE, surtout face à l'animosité des agissements turcs démontrée lors de l'incident de la frégate *Courbet* en juin ou lors de l'abordage des frégates *Limnos* et *Kemal Reis* en août.

Le rapport entre la marine française et la marine turque est clairement à l'avantage de la première notamment du fait de son porte-avions.

Néanmoins un affrontement armé à la mer ne profiterait à personne, et surtout pas à la Turquie qui au-delà de ses rododromes n'est pas en position de domination militaire : pousser les provocations est dangereux car les conséquences peuvent vous échapper et alors l'issue est imprévisible.

RL : *Quid* de l'Allemagne ?

JFC :

Si l'Allemagne développe une politique économique et une diplomatie solide, traditionnellement son engagement de défense est plus insaisissable et cela en raison de : l'histoire de ce pays au 20^{ème} siècle, des capacités militaires contraintes etc..

L'Allemagne, qui assure la présidence semestrielle de l'UE, s'est efforcée de désamorcer le conflit et s'est positionnée comme médiateur. Il semble qu'elle privilégie la survie de l'accord Turquie-UE sur les migrants et répugne à une attitude plus musclée. Néanmoins, le 28 août l'UE a annoncé que de nouvelles sanctions pouvaient être prochainement promulguées contre Ankara.

RL : Dans ce contexte tendu, quel est le rôle de l'US Navy, voire de la marine russe également très présente sur zone ?

JFC :

La Maison-Blanche s'est contentée de déplorer « qu'un navire militaire turc ait pris pour cible la frégate française ». Les exercices entre marines américaine et turque ont été maintenus. Il est certain que les intérêts américains priment et que les problèmes des Européens les affectent peu. La Turquie est pour Washington un interlocuteur central en Libye et Syrie, mais aussi dans l'OTAN, face à la Russie. Il convient de la ménager. Ceci illustre clairement les limites de la confiance que les Européens peuvent accorder à l'OTAN pour la défense de leurs intérêts.

Quant à la Russie elle ne semble pas s'être exprimée sur ce sujet.

RL : Israël et l'Égypte soutiennent ouvertement la Grèce et Chypre. En cas de guerre pourraient-ils intervenir et en ont-ils les capacités ?

JFC :

La marine israélienne et la marine égyptienne n'ont pas la taille pour un engagement majeur. Elles pourraient contribuer à la constitution d'une force multinationale ou d'un dispositif international. Il paraît douteux que ces moyens, ni d'autres, soient engagés militairement.

RL : Comment voyez-vous l'évolution de la situation ?

JFC :

Il semble vraisemblable que la crise, à plus ou moins long terme, trouve une solution négociée mais d'ici là, des préoccupations demeurent :

- le risque d'engagements armés ponctuels plus ou moins meurtriers ;
- le consentement de la Turquie aux exigences d'équité de la convention de Montego bay ;
- la capacité de l'UE à se rassembler dans la solidarité et l'unanimité ;
- la tentation américaine à imposer un arbitrage plus conforme à leurs intérêts.